

2025, des raisons d'espérer

Article rédigé par *Liberté politique*, le 03 janvier 2025

L'année 2024 terminée, 2025 peut, à bien des égards, s'annoncer comme un nouvel exercice menaçant pour la France, pour nos familles et, plus généralement, pour nos libertés. S'il ne s'agit cependant pas de sombrer dans une naïveté béate, il convient néanmoins de déceler dans la nouvelle donne politique et médiatique des raisons d'espérer.

L'année 2024 a marqué un véritable basculement dans une crise institutionnelle avec pas moins de quatre Premiers ministres en un an. L'Assemblée, décimée, semble incapable de trouver un compromis pour soutenir un gouvernement. On pourrait s'en plaindre, mais une telle disposition parlementaire demeure moins pire que l'avènement au pouvoir d'un attelage socialo-Insoumis avec leurs alliés écologistes et communistes. De leur côté, les gouvernements centristes qui se succèdent ne parviennent pas à mettre en œuvre leurs politiques, et c'est probablement mieux ainsi.

Le vote et le vide

L'année 2025 pourrait consacrer le retour du référendum, comme nous l'annonçons dans notre précédent éditorial, avant même la prise de parole du président ! Une sorte de dernière cartouche pour Emmanuel Macron, dont il ne faut pas attendre grand-chose, mais qui pourrait permettre de mobiliser les droites.

L'instabilité gouvernementale et le vide idéologique et « programmatique » des formations politiques laissent le champ libre à un environnement associatif qui peut peser sur des partis souvent cantonnés à un rôle de communication. Le monde associatif peut ainsi influencer les propositions des partis et le travail parlementaire, avec une caisse de résonance décuplée par l'outil numérique et le nouveau paysage audiovisuel.

La nouvelle donne américaine

Au niveau mondial, l'élection de Donald Trump pourrait aussi changer la donne en Europe et notamment en Ukraine, même s'il faut rester très prudent. Le différend territorial risque de durer, et le caractère imprévisible du président américain pourrait réduire à néant ses annonces de paix.

Au Proche-Orient, après plus d'une année de guerre et de déstabilisation, la situation en Palestine est humanitairement déplorable, et le Liban risque également de porter longtemps les stigmates de la guerre menée par Israël. De son côté, l'État hébreu semble avoir gagné sur toute la ligne, s'offrant en prime le scalp de son ennemi Bachar al-Assad. Reste désormais à voir dans quelle mesure Tel-Aviv ne s'est pas tiré une balle dans le pied en suscitant des décennies de vocations islamistes...

Europe, Proche-Orient, des conflits très médiatisés chez nous, qui feraient presque oublier que le dossier qui pourrait occuper les quatre années à venir est celui de la Chine. Adversaire préféré de Donald Trump, l'Empire du Milieu pourrait se trouver au cœur de la guerre économique qu'entend mener le président américain.

Dans un monde en plein changement, la France semble plus que jamais déclassée. Le suicide diplomatique d'Emmanuel Macron et le recul de nos positions en Afrique témoignent de sept ans et demi d'échecs d'un chef d'État qui voulait tout changer, mais qui aura surtout été un accélérateur de déclin. De ce côté aussi, un motif d'espoir : dans deux ans et demi, la longue parenthèse Macron sera fermée, et d'autres personnalités politiques, plus soucieuses du Bien commun mais aussi de la puissance du pays, pourront arriver sur le devant de la scène.

2025 doit permettre d'envisager l'après-Macron. Le simple fait de penser à la France sans lui doit être un motif d'espoir.

Olivier Frèrejacques

Président de Liberté politique



03/01/2025 01:00